

OU IRA LE NOUVEAU SOCIALISTE UNI

La décision que vient de prendre le Conseil National de l'U.G.S. de reprendre les pourparlers d'unification avec le P.S.A. laisse présager que l'unification entre ces deux organisations va se réaliser dans les trois mois qui viennent. C'est d'ailleurs dans le même sens que va le souhait de la délégation du Congrès du P.S.A. pour un aboutissement des pourparlers avant la fin de l'année et la constitution du Parti Socialiste Unifié.

Depuis la formation, il y a maintenant plus d'un an, du Parti Socialiste Autonome, nous avons suivi les développements de ce parti et avons exposé dans ces colonnes la signification que nous donnions à sa création et à son évolution.

Pour nous, marxistes et révolutionnaires, cette évolution d'un courant du mouvement ouvrier français est en effet loin d'être négligeable.

LES COURANTS PRINCIPAUX DU MOUVEMENT OUVRIER FRANÇAIS

Nous restons fermement convaincus que le renouveau du mouvement marxiste révolutionnaire en France s'effectuera principalement sur la base de l'évolution de tendances oppositionnelles de gauche au sein du principal parti ouvrier en France, le Parti Communiste Français, et que la base essentielle du futur parti révolutionnaire de masse dans ce pays se trouve en puissance dans les rangs du P.C.F. L'actuelle apathie qui y règne ne nous fait pas oublier que c'est dans ses rangs que se ressentiront le plus profondément les expériences de la classe ouvrière en France et qu'au cours de son évolution ultérieure apparaîtront à nouveau les courants d'opposition qui, d'une façon embryonnaire, se sont déjà manifestés principalement en 1956-57 et se consolidera une tendance luttant pour le marxisme révolutionnaire, pour un retour à Lénine.

Cependant, le mouvement ouvrier français, à côté de ce courant principal, le courant communiste qui a été capté et détourné pour une période au profit de sa direction stalinienne, compte un courant ouvrier réformiste qui subsistera encore pour toute une période historique et dont le poids et l'importance, pour être moindres que ceux du courant communiste, n'en sont pas pour autant négligeables. L'histoire du mouvement ouvrier français, depuis 1934, a montré en effet que les plus grandes montées ouvrières en France ont été accompagnées par la réalisation du front unique entre le Parti Communiste et le Parti Socialiste. Le front unique des forces communistes et socialistes en France est la clef de remontée du mouvement ouvrier et de sa lutte contre le capitalisme en France, pour le pouvoir aux travailleurs. De plus, l'évolution au sein du courant réformiste — la lutte contre la bureaucratie réformiste notamment — n'est pas sans avoir un écho dans le courant communiste, dans le sens d'un affaiblissement de la bureaucratie du P.C.F., et à cet égard, la crise de la S.F.I.O., la création du Parti Socialiste Autonome et son évolution depuis un an nous sont apparus comme des phénomènes importants pour l'avenir du mouvement ouvrier français.

LE CONGRES DE MONTRouGE

Lors de sa création, nous avons marqué ce que représentait de positif cette formation d'un parti ouvrier social-démocrate se séparant de la direction Guy Mollet désormais liée au régime gaulliste. Les dernières déclarations de Guy Mollet assignant comme but à la S.F.I.O. de ramener à de Gaulle la partie de la classe ouvrière qu'il s'est aliénée, ne font que confirmer cette inféodation irréversible à l'Etat fort de

de Gaulle. Nous avons également marqué après le Congrès de Montrouge les côtés positifs de celui-ci qui peuvent se résumer en trois points principaux :

— Refus de constitution d'un parti « travailliste » aboutissant, au travers de la structuration de l'U.F.D. à la constitution d'une organisation hybride et perdant son caractère fondamental de parti ouvrier (à la différence précisément du parti travailliste anglais qui est, lui, essentiellement le parti de masse de la classe ouvrière anglaise). Nous examinerons plus loin dans quelle mesure l'adhésion récente de Mendès-France et de ses amis du C.A.D. au P.S.A. risque de remettre en question cette orientation du Congrès de Montrouge ;

— Décision d'entamer les pourparlers d'unification avec l'U.G.S. ;

— Acceptation du principe d'unité d'action avec le Parti Communiste Français sur des points précis.

Au mois de juin dernier était publié le projet de « déclaration de principes » élaboré par le Comité d'entente groupant les délégués du P.S.A., de l'U.G.S. et de « Tribune du Communisme », destiné à servir de base à l'action du futur parti unifié. Ce document qui n'est encore qu'un projet présentait un caractère nettement progressif par rapport à tous les documents de caractère social-démocrate qui ont pu être publiés en France depuis un certain nombre d'années. Citons quelques-uns de ses principaux passages.

— Sur la situation actuelle et ses perspectives :

L'issue de la crise actuelle ne saurait être le simple retour au parlementarisme bourgeois. Nous affirmons que la seule issue favorable à la classe ouvrière, à l'ensemble des travailleurs est le socialisme, qui lèvera les principales contradictions du régime capitaliste et établira de nouveaux rapports de production en restituant à la collectivité travailleuse les richesses qu'elle produit et la liberté d'en disposer. Les masses ne se mettront pas en mouvement pour revenir au régime antérieur qu'elles n'ont pas défendu. Le parti qui se propose de travailler au rassemblement des forces ouvrières socialistes et démocrates, doit définir les objectifs fondamentaux, le régime économique et politique qu'il veut aider à instaurer, les méthodes et les moyens qu'il utilisera pour assurer la victoire du socialisme dans le respect des libertés.

— Sur les buts du P. S. unifié.

La tâche de notre temps, celle que se fixe le nouveau parti est donc d'assurer la totale émancipation des travailleurs, en substituant à la propriété privée (personnes ou sociétés anonymes) la propriété collective des principaux moyens de crédit, de production et d'échange... Dans une telle perspective, l'objectif essentiel du parti est la socialisation du crédit, des mines et sources d'énergie, des grandes entreprises industrielles, des principaux moyens de transport et de commerce de gros et de la grande propriété bâtie, en bref de tous les secteurs qui dominent l'économie et déterminent sa structure. La part laissée au secteur privé devra être telle et assortie de garanties de fait et de droit telles que le secteur socialiste ne puisse être entamé et que les éléments du grand capital ne puissent être reconstitués. ...Les grands domaines privés (agricoles) devront passer au secteur socialiste et constituer des points d'appui et des exemples de gestion socialiste...

La mise en œuvre de l'ensemble des moyens de production et de consommation sera coordonnée selon un plan. Ses lignes directrices seront dégagées d'une consultation démocratique de la masse des citoyens. Les organismes chargés de l'exécution du plan devront être largement décentralisés. Le contrôle de cette exécution sera assuré en permanence par l'Assemblée élue au suffrage universel dont cela deviendra une tâche essentielle, par des délégués élus d'entreprises et de branches industrielles et par des associations de gestion locales...

La révolution, quelle que soit la forme qu'elle revête dans les différents pays est une rupture radicale avec le mode de

production capitaliste. Elle créera ainsi les bases nouvelles d'une société socialiste.

— Sur la politique actuelle du P. S. unifié.

Le Parti s'interdit de jamais sacrifier l'essentiel à l'accessoire, c'est-à-dire les intérêts immédiats et durables des travailleurs à l'appui d'autres couches sociales, souvent très rétrogrades. Le Parti est résolu à rompre avec une pratique qui fut durant des années celle des partis ouvriers et qui a conduit le Molletisme et le Thorezisme à la recherche d'avantages électoraux et d'une « union nationale » sans principes. Les batailles partielles pour telle réforme démocratique et sociale ou tel succès électoral doivent être toujours envisagées en fonction de la conquête du pouvoir par les masses travailleuses.

C'est sur cette conquête du pouvoir elle-même que le texte présentait le plus de flou. Il se contentait de déclarer que « le choix des moyens légaux ou extralégaux, violents ou pacifiques, ne peut, quelles que soient les circonstances, être fixé à l'avance » et qu'« aucun des moyens de la lutte de masse ne peut être

par V. REGNAULT

écarté par principe », sans indiquer en particulier à aucun moment que « par principe » l'armée et la police bourgeoise devront être désarmées par la révolution, au profit des travailleurs... même si, par le plus inespéré des hasards, ceux-ci ne devaient pas avoir à se servir de ces armes, ce qui serait le plus étonnant suicide de la classe bourgeoise auquel on n'ait jamais assisté et qui n'est vraiment pas la perspective la plus probable dans ce pays.

Le projet se terminait par deux chapitres sur les principes démocratiques du Parti et sur la solidarité internationale des travailleurs.

L'ADHESION DE MENDES-FRANCE...

En conclusion, en dépit de ses points faibles, ce projet se situait nettement dans la perspective d'un parti social-démocrate ouvrier de gauche. L'annonce de l'adhésion « individuelle » de Mendès-France et de la grosse majorité des participants du C.A.D. après leur conférence de Noisy-le-Sec, n'en est apparue que plus surprenante et inquiétante pour le devenir de cette évolution jusque là nettement à gauche.

Malgré le caractère formel d'adhésion « individuelle » et non de fusion d'organisation à organisation, malgré les affirmations sur l'adhésion de Mendès-France au socialisme, le résultat de l'opération ainsi réalisée par Depreux, sans consultation de la base du P.S.A., et en plein processus d'unification avec l'U.G.S., a eu pour premier résultat de stopper pendant plusieurs semaines les pourparlers d'unification avec cette dernière organisation. Elle a également abouti parallèlement à faire adhérer au P.S.A. un nombre relativement important d'éléments nouveaux qui, s'ils ne sont pas tous mendésistes ou radicaux, sont loin de représenter à l'étape actuelle, tant par leurs antécédents politiques que par leurs caractéristiques sociales, un courant socialiste. Tout ceci, joint au caractère pour le moins limité de la « conversion » de Mendès-France, risquerait si l'unification avec l'U.G.S. et « Tribune du Communisme » ne se réalisait pas dans des délais